

Nouvelles locales du mercredi 21 novembre 2012

@rib News, 21/11/2012 | Politique - L'ADC-Ikibiri a sorti un communiqué dans lequel elle demande à ses membres et à toute personne qui sent que la démocratie est menacée au Burundi de s'abstenir de prendre des boissons de la Brurudi pendant deux jours, de jeudi 22 à vendredi 23 novembre et de s'abstenir d'utiliser la téléphonie tant portable que fixe le vendredi 23 novembre de 8h à 11h, sauf en cas d'urgence nécessaire. Cet appel est lancé afin de protester de l'utilisation des moyens de l'Etat contre la population qui paie les impôts et taxes. Le président en exercice de cette coalition dit qu'ils veulent contraindre le gouvernement de Nkurunziza à ne plus utiliser les armes contre la population civile. L'once Ngendakumana affirme aussi qu'ils vont réfléchir sur ce qu'ils vont faire de plus qui puisse contraindre le gouvernement burundais à ne plus user de cette force. Il ajoute que la force physique ne sera pas utilisée, mais plutôt qu'ils vont se servir de la force politique. [Isanganiro/TACI-Renaissance/Rpa/Bonesha]

- Le Professeur Gertrude Kazoviyo trouve étonnant que le président de la République invite souvent dans ses discours la population à se préparer pour les élections de 2015 et paradoxalement, le gouvernement qu'il dirige se livre à des actes qui déstabilisent les partis politiques. Selon elle, cela augure un manque de volonté de laisser travailler les partis politiques qui ne soutiennent pas le parti au pouvoir. Elle demande le respect des droits politiques pour une bonne préparation de ces élections. [Bonesha]- La police de la protection civile affirme qu'il est regrettable de voir que certains policiers maltraiter certaines femmes de l'ADC-Ikibiri qui se rendaient à Gatumba ce dimanche. Elle demande pourtant de ne pas généraliser et promet que des enquêtes seront faites pour identifier les policiers coupables. Déclaration faite dans le cadre de la préparation de la réunion sur la protection de la femme qui se tiendra à Bujumbura dans les jours qui viennent. [Bonesha/TACI-Renaissance]- Selon l'association des femmes juristes du Burundi, le comportement de la police ce dimanche à l'égard des femmes membres de l'ADC-Ikibiri est inadmissible. Selon Batrice Nyamoya, dans les précédents, le ministre de l'Intérieur devrait démissionner ou être invité à le faire. Elle invite surtout la société civile pour cette mission. [Rpa] | Justice - Le procès des présumés assassins d'Ernest Manirumva a repris ce matin devant la Cour d'appel de Bujumbura. Tous les prévenus étaient présents mais la Cour a constaté que tous les prévenus n'avaient pas encore présenté leurs plaidoiries. Les avocats de la défense ont tenu à demander que le rapport de la 3^{ème} commission nationale et celui de la police fédérale américaine soient pris en considération et que par conséquent, les personnes soupçonnées soient entendues par la Cour quelque soit leur rang. Ils ont aussi demandé la libération des détenus puisqu'ils viennent de passer 3 ans et que certains souffrent de graves maladies. Après de longues discussions sur la continuation ou non du procès, le siège a remis l'audience au 29 novembre afin de donner du temps suffisant pour que tous les prévenus présentent leurs plaidoiries, alors que la défense demandait que le procès reprenne jeudi ou vendredi. [Rpa/Bonesha/TACI-Renaissance/Isanganiro]- Le FORSC constate que le gouvernement burundais, en adoptant le projet de loi sur la mise en place de la commission vérité et réconciliation, a eu peur de la justice. Selon Raymond Kamenyero, les victimes des atrocités qui ont endeuillé le Burundi n'ont pas été considérées. Il demande à l'Assemblée nationale et au Sénat de ne pas voter ce projet de loi et d'exiger que les victimes des maux connus au Burundi retrouvent une place qu'elles méritent. [Isanganiro]- Selon l'APRODH, le dossier du Major Désiré Uwamahoro devrait pas être traité par la documentation nationale. Pierre Claver Mbonimpa affirme que cet individu est soupçonné dans plusieurs dossiers et a même été jugé à Muramvya, mais le jugement n'a jamais été exécuté. Il dit donc qu'il ne va pas accuser un autre policier. Il demande que ce dossier soit pris en mains par la Cour suprême puisque Désiré Uwamahoro a un privilège de juridiction. [Isanganiro]- Un militaire déserteur a été appréhendé à Ngozi et est incarcéré dans les cachots de la police à Ngozi. Hassan Mukeshimana est accusé de collaborer avec les islamistes d'Al-Shebab de la Somalie. Il aurait été dénoncé par un autre militaire qui affirme l'avoir vu en Somalie en train de combattre du côté d'Al-Shebab. Il nie pourtant ces accusations et fait savoir qu'il a déserté l'armée pour se confier à une mission religieuse dans laquelle il occupe actuellement, a-t-il fait savoir. La police de Ngozi confirme cette arrestation. [Isanganiro/Rpa] | Sécurité - Une femme présidente au camp des réfugiés de Mtibila a été battue par les policiers ce dimanche alors qu'elle se rendait chercher du bois de chauffage dans les alentours du camp. Selon ses voisins, elle a été battue alors qu'elle était avec son mari. Les policiers l'ont transportée à l'hôpital, mais elle n'a pas réagi puisque les médecins ont déclaré qu'elle mourait et elle a succombé à ses blessures. Les réfugiés qui restent encore affirment que les atrocités des agents de sécurité tanzanienne sont insupportables et ils demandent à l'Etat burundais de protéger ses ressortissants dans le cadre de la Communauté est-africaine qui favorise le libre établissement. [Bonesha]- Attaque d'un kiosque situé dans le quartier Muremera de la zone, commune et province de Ngozi, par trois bandits sur la nuit de ce mardi à mercredi. Une bataille a eu lieu entre les veilleurs de ce kiosque et une somme importante d'argent a été volée. Au cours de cette bataille, un veilleur et un bandit ont été blessés. Le veilleur se fait soigner à l'hôpital de Ngozi à alors que la police confirme cette attaque dit qu'elle est à la recherche de ces bandits. [Rpa] | Education - Les enseignants de l'école primaire de Muhweza de la commune de Rutovu de la province de Bururi ont arrêté leur travail depuis ce lundi. Ils déclarent que les autorités trouvent une solution aux problèmes causés par le comportement de certains élèves et parents d'élèves. En effet, la semaine dernière un enseignant a été battu par un groupe d'élèves soutenus par certains parents. Mais, les auteurs de cette agression n'ont pas été inquiétés. Ils disent que si ces derniers ne sont pas appréhendés, ils ne reprendront pas le travail. L'administrateur communal de Rutovu dit que la situation doit être maîtrisée et les auteurs de cet incident punis conformément à la loi. [Isanganiro] | Economie - L'expert économiste Donatien Bihute affirme que le projet de loi des finances comptant pour l'exercice 2013 devrait être présenté dans les plus brefs délais. Il signale qu'il y a un retard vu qu'il n'est jusqu'à présent pas approuvé. Selon lui, les organisations de la société civile, les experts et toute personne intéressée doivent en dire quelque chose. Il fait savoir aussi que cela peut constituer une entrave pour les bailleurs qui peuvent hésiter à donner les financements qu'ils ont promis à Genève. [Isanganiro]- Les habitants de certains quartiers de la ville de Bujumbura se lamentent du fait que l'intensité du courant électrique que la Regideso leur fournit est insuffisante ces derniers jours. Ils disent que cela endommage leurs appareils tandis que d'autres affirment

quâ€™ils sont obligés de se passer de cette faible intensité pour préserver le matériel électrique quâ€™ils utilisent, ce qui cause un manque à gagner. Ils demandent à la Regideso de leur fournir des explications sur cette situation ou de leur donner du courant en quantité suffisante. Aucune explication nâ€™a jusquâ€™ici été donnée par la Regideso. [Isanganu Sôciété - Les décisions de la CNTB commencent à semer des remous au sein de la population de la province de Bubanza. Certains habitants disent quâ€™ils ne peuvent pas supporter lâ€™installation injuste des rapatriés par la CNTB alors quâ€™ils sont refoulés dans la rue. Ils disent quâ€™ils ne vont pas cohabiter en paix avec les nouveaux occupants. Ils arrivent même à demander que la CNTB soit dissoute puisquâ€™elle contribue à perturber la paix et la cohésion sociale. [Rpa]